

→ POUR ALLER PLUS LOIN

L'Extrême-Orient russe : la carte asiatique

L'Extrême-Orient russe – c'est-à-dire la façade pacifique du pays, qui s'étend des rives de l'océan Arctique au niveau de la Tchoukotka aux frontières des deux Corées et de la Chine vers Vladivostok, et couvre 36 % du territoire national – a toujours été pensé dans le système soviétique comme un espace à part, séparé du reste de la Sibérie continentale à proprement parler. De nos jours, les autorités russes y voient à la fois un défi et une opportunité, ce que la tenue du sommet du Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique (Asia-Pacific Economic Cooperation, APEC), à Vladivostok en septembre 2012, a souligné.

Un défi

L'Extrême-Orient est une région en crise, économique et démographique. La fin des subsides soviétiques et l'effondrement des années 1990 ont profondément altéré les perspectives de développement local. Le volontarisme affiché du Kremlin sous les présidences de Vladimir Poutine ne suffit pas à redresser la barre. La région a en effet connu l'une des plus importantes chutes de population de toute la Russie. Environ un quart de ses habitants l'ont désertée pour se rendre vers les régions européennes du pays. Avec seulement 6,8 millions d'habitants pour plus d'un tiers du territoire russe, elle reste donc en situation précaire.

Les régions arctiques de l'Extrême-Orient voient leur dépopulation se poursuivre, à la différence d'autres régions du Grand Nord qui ont pu juguler les départs grâce aux nouvelles perspectives d'exploitation des hydrocarbures locaux. Les populations autochtones ont été en partie obligées de revenir à des modes de vie traditionnels (chasse, pêche) afin de compenser la disparition des subsides envoyés par Moscou, et les villes se sont dépeuplées suite à la disparition des emplois industriels et à l'effondrement des fermes collectives. Les perspectives d'une relance économique sont réduites et il est peu probable que le commerce arctique émergent suffise à les renouveler sur le long terme. On note toutefois de nouvelles

dynamiques commerciales venues du sud, puisque la péninsule du Kamtchatka et sa ville portuaire de Petropavlovsk-Kamtchatskii sont progressivement intégrées à la sphère d'influence économique chinoise. De même, la république autonome de Sakha (Iakoutie), qui dispose d'importantes réserves de diamants et d'or, développe, elle aussi, des liens grandissants avec la Chine, et sa capitale Iakoutsk est relativement prospère.

Le sud de l'Extrême-Orient a lui aussi été fragilisé, mais dans une moindre mesure. À l'exception des deux principaux pôles urbains que sont Vladivostok et Khabarovsk, les plus petites villes continuent à connaître des départs importants et restent mal reliées au reste du pays, alors que la région est propice à l'habitat humain (climat tempéré) et offre diverses options de développement. Sa faible densité de population renforce les phobies d'une possible sinisation de la région, même si le nombre de migrants chinois qui y sont installés est relativement limité – probablement un demi-million, mais les statistiques sont peu fiables – comparé au nombre d'habitants des régions chinoises frontalières. La vie publique locale est régulièrement secouée par des scandales liés à l'installation de nouvelles fermes agricoles chinoises ou à l'exploitation du bois de la taïga par des firmes chinoises.

Sur le plan économique, la *Stratégie de développement régional de l'Extrême-Orient d'ici 2025*, impulsée par le Kremlin ces dernières années, a du mal à porter ses fruits. Les projets financés par le budget de l'État sont inspirés du modèle soviétique et continuent d'employer la terminologie tsariste de la « conquête » de territoires vierges (*osvoenie*). Le programme prévoit la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique, d'industries d'extraction, des projets d'infrastructures routières et ferroviaires, de nouveaux pipelines, du nouveau cosmodrome de Vostochny, ainsi que des aides financières aux personnes s'y installant afin d'améliorer artificiellement leur niveau de vie.



© AFP / STR

Un marché à Vladivostok. Le nombre de travailleurs migrants chinois est en constante augmentation en Extrême-Orient russe. Si les chiffres officiels font état d'environ 235 000 citoyens chinois ayant obtenu un visa temporaire pour la Russie en 2008, il est fort probable qu'ils soient beaucoup plus nombreux à y résider illégalement.

Toutefois, les autorités n'ont pas de solution à apporter à la disparition progressive des liens économiques entre Russie d'Europe et Extrême-Orient, chacune de plus en plus intégrée dans son environnement régional. Ainsi, plus de 80 % du commerce de la région s'effectue avec les pays voisins, Chine, Japon, Corée ; et les flux au sein même de la Russie s'amenuisent. Cette situation, qui n'est pas problématique en soi et peut s'expliquer par l'immensité du territoire russe, suscite toutefois des inquiétudes à Moscou, habituée à une gestion centralisée de ses régions et qui y voit un possible terreau pour de futures revendications d'autonomie politique.

Une chance pour l'avenir ?

L'Extrême-Orient est systématiquement valorisé dans les discours officiels russes comme une région d'avenir. Son évocation participe en effet de l'idée que la Russie est une puissance asiatique ayant un accès direct à la région la plus dynamique du monde, l'Asie-Pacifique, dont elle est partie intégrante. Si tel est le cas sur le plan géographique – bien que l'Asie du Nord soit marginale, économiquement, comparée à l'Asie du Sud, qui concentre le dynamisme actuel –, il n'en est rien au niveau économique. Le commerce transfrontalier avec la Chine est bel et bien en pleine expansion, et des projets de zone de libre-échange

entre la Russie, la Chine et la Corée du Sud sont à l'ordre du jour. Mais, globalement, l'économie russe est encore peu tournée vers l'Asie et peu intégrée à ses mécanismes régionaux. Il y a peu de chances qu'elle devienne compétitive comparée à ses voisins asiatiques, du fait de la dégradation de son capital humain et de son peu d'engagement dans les technologies d'innovation.

L'intégration de la Russie dans l'économie de la zone Pacifique se fait donc principalement par son statut de puissance énergétique, le pays exportant du pétrole, du gaz, de l'uranium et, probablement aussi dans les années à venir, de l'électricité. La Chine et le Japon sont appelés à absorber une part grandissante des exportations russes de gaz et de pétrole, notamment *via* le Eastern Siberia-Pacific Ocean oil pipeline (ESPO), ainsi que par la production de gaz naturel liquéfié (GNL) du gisement offshore de Sakhaline. Plusieurs sociétés présentes dans l'Arctique envisagent désormais de rejoindre en priorité l'Asie et non l'Europe.

Cette opportunité que représente l'Extrême-Orient pour la Russie suppose toutefois que Moscou et ses régions arrivent à gérer sereinement le basculement de l'image géopolitique actuelle, qui fait de la Chine une puissance montante et de la Russie une puissance descendante. Les élites russes, encore très européen-centrées, ont du mal à se projeter en « petits frères » d'une Chine qui pourrait, dans les décennies

à venir, s'imposer sur le plan stratégique – elle l'est déjà sur le plan économique – comme un partenaire indispensable. En Extrême-Orient, si les phobies antichinoises ont été très développées dans les années 1990, il existe dorénavant un courant inverse qui tourne les jeunes générations vers la Chine, dans une moindre mesure la Corée et le Japon : l'apprentissage des langues asiatiques dès l'école se répand, la vision du monde se fait par le prisme asiatique, tandis que Moscou semble lointaine et étrangère, et l'on se rend en Asie pour ses achats comme pour ses loisirs.

La région apparaît donc comme un prisme des actuelles transformations territoriales, économiques et sociales de la Fédération de Russie. Elle révèle des tendances lourdes qui s'accroîtront dans les années à venir. Des éléments positifs et négatifs s'y retrouvent. Les autorités politiques russes ont en main leur propre devenir et la possibilité de jouer une carte asiatique qui, sans être contradictoire avec une vision de la Russie en tant que puissance européenne, pourrait aider à la modernisation du pays et à son intégration dans un mode dorénavant globalisé.

Marlène Laruelle *

* Research Professor à l'Institute for European, Russian and Eurasian Studies à George Washington University et chercheure associée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (Cercoc), École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris.